



Encore une mésentente au sujet des itinéraires pour les marches des 06, 07 et 09 Juin prochains

C'est toujours la mésentente entre le pouvoir et l'opposition quant aux itinéraires des manifestations que prévoit organiser la coalition des 14 partis politiques les 06, 07 et 09 Juin prochains. Si ces marches sont autorisées, le pouvoir et l'opposition sont toujours divisés au sujet des itinéraires de ces manifestations notamment à Lomé.

Dans un courrier adressé aux responsables de la coalition, le Ministre Payadowa Boukpassi en charge de l'administration territoriale, après avoir déploré la persistance des 14 partis de l'opposition à vouloir toujours manifester pour des sujets qui sont sur la table de discussions au sein du dialogue politique inter-togolais, a de nouveau au nom du Gouvernement, signifié à la coalition que les marches suivant les anciens itinéraires ne sont toujours pas acceptées.

« Pour les raisons de risque de troubles graves à l'ordre public qui vous ont été communiquées au cours des différents rencontres et courriers, les itinéraires anciennement utilisés par la coalition pour ses marches depuis le 19 Août 2017 ne sont pas acceptés », a indiqué le Ministre Boukpassi dans son courrier qui recommande par ailleurs de nouveaux itinéraires à

la coalition en ce qui concerne la ville de Lomé ; lesquels itinéraires se concentrent dans les quartiers Bè, Akodésséwa et Anfamé.

Pour les localités de l'intérieur du pays, les représentants de l'opposition sont priés de se mettre en rapport avec les préfets pour déterminer les nouveaux itinéraires pour les marches projetées. Le Gouvernement a par ailleurs maintenu l'interdiction de manifester dans les villes de Sokodé, Bafilo et Mango de même que sur les routes nationales.

L'opposition va-t-elle se plier aux recommandations du Gouvernement ou tenter encore une fois de maintenir ses itinéraires initiaux ? Il faut rappeler que le bras de fer entre le pouvoir et l'opposition au sujet des itinéraires s'était soldé lors des dernières tentatives de manifestations par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre notamment dans les rues de Lomé.

Ces nouvelles manifestations interviennent alors que la Commission de la CEDEAO et les facilitateurs du dialogue politique inter-togolais sont en train de vouloir relancer les négociations afin de faire bouger les lignes en prélude à la prochaine session des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'institution sous régionale prévue dans le courant de ce mois de Juin.

Une délégation de la CEDEAO et des facilitateurs ont en effet rencontré dans ce sens le samedi 02 Juin à Lomé, la coalition des 14 partis de l'opposition de même que le parti au pouvoir Union pour la République (UNIR) et des membres de la partie gouvernementale afin de préparer les rencontres futures avec les deux Chefs d'Etat facilitateurs notamment le ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé.

Les exigences de la Coalition de l'opposition n'ont pas varié à savoir le retour à la Constitution originelle de 1992, le droit de vote de la diaspora, la révision du cadre électoral,

les réformes institutionnelles et la libération des
prisonniers politiques entre autres.

David